

Solidarité avec les Touaregs de l'Azawad

L'attente n'a que trop duré. Cela fait longtemps qu'Imazighen devaient songer à leur libération. D'ailleurs comment se dire "Amazigh" et accepter la soumission, la colonisation et l'humiliation au quotidien ? Cela fait des siècles que la terre amazighe est envahie et fait l'objet d'un plan de destruction. Tout est mis en œuvre pour l'éradication de l'amazighité de l'Afrique du Nord au profit notamment de l'arabité et l'islamité.

Les Etats contemporains en place sur le sol amazigh, tous issus du colonialisme français auteur des frontières actuelles en Afrique du Nord, n'ont cessé de pratiquer une politique raciste, ultra-répressive à l'égard des Imazighen qui ont osé ne serait ce que poser la question amazighe.

Cette violence et la menace d'une réelle disparition de l'amazighité, ne semblent pas être suffisantes pour susciter un mouvement de libération nationale en Afrique du Nord pourtant seul à même de réconcilier un peuple plusieurs fois millénaire avec son histoire et ses valeurs fondamentales.

Aujourd'hui qu'Imazighen de l'Azawad empruntent ce chemin de la libération, nous ne pouvons rester indifférents ni ne pas nous sentir concernés par un combat qui est celui de tous les Imazighen.

Alors, soyons aux côtés des femmes et des hommes décidés à se libérer et à instaurer la République de l'Azawad.

Pour une république de l'Azawad

Le 17 janvier 2012, des hostilités militaires se sont déclenchées à Ménaka, entre le *Mouvement national pour la libération de l'Azawad* (MNLA) et l'armée malienne. Ainsi, le MNLA a décidé de répondre aux provocations de Bamako, de protéger l'espace de l'Azawad et de le récupérer. En effet, depuis plusieurs mois, l'État malien fait la sourde oreille aux multiples appels des Touaregs. Plutôt que de prendre en compte leurs demandes et de répondre à leurs préoccupations légitimes, celui-ci a accentué les tensions déjà très fortes sur le territoire en y renforçant sa présence militaire et y multipliant exactions et humiliations. Les Touaregs lassés de décennies de marginalisation, de répression et de politique de négation et d'assimilation, sont enfin décidés à prendre leur avenir en main et œuvrer pour la récupération de leur territoire. Faut-il rappeler qu'en 1958, les chefs de tribus touarègues de l'Azawad avaient adressé une lettre-pétition au Général de Gaulle lui signifiant leur rejet d'être rattachés à des États créés de toute pièce et demandant l'instauration d'un État saharien indépendant.

La politique menée par les États, notamment malien et nigérien, a très rapidement conduit à diverses rebellions des Touaregs. Ainsi, en 1963, suite à la brutale occupation de l'Adrar des Ifoughas par les forces armées du nouvel État malien, les populations se sont révoltées et furent violemment réprimées. La zone fut même placée sous administration militaire pour une trentaine d'années. Dans les années 1990 et 2000 les soulèvements deviennent armés et les Touaregs décidèrent d'en finir avec la situation coloniale que leurs faisaient subir les États du Mali et du Niger. À chaque fois des accords, avec la médiation de la France et de l'Algérie, sont intervenus pour mettre fin à ces soulèvements. Lesquels accords n'ayant jamais été suivis d'effet et dont l'objectif inavoué était le désarmement des Touaregs afin de les fragiliser et de poursuivre la destruction de la société touarègue et de ses valeurs. Un projet qui, par ailleurs, arrange, pour des raisons différentes, les États algérien et français.

Tamazgha prend acte de l'engagement du MNLA dans une lutte de libération de l'Azawad pour que les Touaregs accèdent enfin à leur souveraineté et récupèrent leur territoire. Le MNLA a signifié son opposition à l'Aqmi qui est aux antipodes des valeurs amazighes des Touaregs, il s'est également clairement démarqué du mouvement djihadiste d'Iyad ag Ghali et a clarifié ses positions quant aux mercenaires ayant combattu aux côtés du tyran Kadhafi. Ainsi, Tamazgha déclare son indefectible soutien aux Touaregs du MNLA décidés à mener un combat de libération nationale pour rendre sa dignité à cette partie de la nation amazighe (berbère). Naturellement nous nous inscrivons dans le combat de libération nationale des Imazighen (Berbères) pour mettre fin à des siècles de domination coloniale et pour l'avènement d'État(s) amazigh(s). C'est la condition sine qua non pour la restauration de la dignité du peuple amazigh et la réconciliation de l'Afrique du Nord avec son histoire et son identité. Aujourd'hui, et plus que jamais, ce combat de libération nationale se doit d'être celui de tout Amazigh.

Tamazgha appelle à la mobilisation des imazighen, de leurs amis et de tous les épris de justice et de liberté pour soutenir le combat légitime des Touaregs de l'Azawad contre la politique ethnocidaire de l'État malien.

Tamazgha,
Paris, le 22 janvier 2012.

www.tamazgha.fr

Vers La République de l'Azawad

Le 16 octobre 2011, et suite à plusieurs rencontres qui ont eu lieu dans l'Azawad entre les acteurs de tous le Mouvements touaregs ayant organisé les différents soulèvements qu'a vu l'Azawad depuis 1963 (1963, 1990, 2006 et 2010), ainsi que d'autres responsables militaires et politiques de l'Azawad, il a été décidé de créer le *Mouvement national de la libération de l'Azawad* (MNLA). Ce mouvement s'est donné pour mission d'œuvrer pour la réalisation des aspirations profondes du peuple de l'Azawad. L'objectif fondamental est de "sortir le peuple de l'Azawad de l'occupation illégale du territoire azawadien par le Mali. Ce dernier est l'animateur depuis des décennies de l'insécurité dans la région". Les dirigeants du nouveau mouvement n'avaient pas alors manqué d'appeler l'État malien à "répondre par le dialogue dans l'urgence aux revendications politiques déjà transmises par le MNA".

Le MNLA n'hésite pas à dénoncer la complicité de l'État malien dans l'installation des groupes islamistes armés de l'AQMI dans l'Azawad. Le prétexte de manque de moyen pour faire face à ces groupes avancé par l'État malien est jugé infondé et mensonger par le MNLA qui rappelle que le même État malien "déploie aujourd'hui des moyens colossaux issus des pauvres contribuables maliens et de la communauté internationale pour mater un peuple d'autochtones dont le seul tort est de revendiquer sa liberté". Le MNLA n'a aucun doute quant à la justesse de ses aspirations, celles d'accéder à la liberté, à la justice et à la dignité humaine confisquées depuis plus de cinquante ans par les régimes successifs du Mali.

Le 12 janvier 2012, le MNLA avertit et affirme que le peuple de l'Azawad usera du droit de légitime défense face à l'invasion militaire du pays par l'armée malienne. Mais il réaffirme par la même

occasion la priorité donnée au règlement pacifique des conflits tout en réitérant la volonté des Touaregs d'accéder à leur liberté, toujours en privilégiant les voies et moyens pacifiques.

Le 14 janvier 2012, le MNLA dénonce, dans un communiqué, l'attitude irresponsable et provocatrice des autorités malientes qui au lieu de répondre aux demandes légitimes du Mouvement et chercher la résolution pacifique, versent dans des manœuvres médiatiques et diplomatiques en vue d'assimiler le MNLA à l'Aqmi, aux trafiquants de drogues et à l'armée de Kadhafi en déroute. Ce même État, selon le communiqué, instrumentalise des populations (création et armement de milices) pour s'attaquer aux civils après le passage de l'armée. Tout cela accompagné d'un déploiement sans précédent de l'armée malienne dans l'Azawad. Les multiples exactions de l'armée et des forces de sécurité dans l'Azawad avec des fouilles systématiques, la confiscation de matériels et l'humiliation des populations n'a pas été du goût des responsables du MNLA qui ont tenu à prendre à témoin la communauté internationale de l'ampleur de la mauvaise foi du président de l'État malien ainsi que son choix délibéré de la violence comme moyen de règlement des problèmes politiques, économiques et sociaux de l'Azawad.

Le 17 janvier 2012 les hostilités militaires ont éclaté entre les combattants touaregs et les soldats de l'armée malienne. Dans un communiqué rendu public ce même jour, le Porte parole chargé des relations extérieures du MNLA annonce que "Pour se protéger et ré-occuper progressivement l'espace de l'Azawad et aussi répondre aux provocations de Bamako, des hommes de l'État major du Mouvement national de libération de l'Azawad ont choisi d'engager leur vie. C'est dans ce contexte qu'ont démarré ce matin [ndlr : le mardi 17 janvier 2012] les actions militaires enregistrées en territoire de l'Azawad, à Ménaka".



Aujourd'hui, le Mouvement touareg semble être résolu à mener un combat de libération nationale. Les Touaregs ne devraient-t-ils pas rompre avec des décennies d'échecs répétés et de mauvais choix pour enfin trouver la voie de la libération. Peut-on espérer que cette fois soit la bonne ?

Une chose est sûre, les déclarations du MNLA sont on ne peut plus claires sur la question de la libération de l'Azawad. Il s'agit là d'un combat pour la décolonisation de cette partie de l'Azawad qui a longtemps souffert de la domination de l'État malien créé de toutes pièces par la France coloniale qui a eu l'idée d'émerger le pays touareg et le soumettre aux États dont elle avait tracé les frontières. Pourtant les Touaregs avaient demandé expressément, dans une lettre adressée en 1958 au Général de Gaulle, que leur territoire ne soit pas divisé et qu'il ne soit surtout pas rattaché à des États dans lesquels ils ne se reconnaissaient pas. Cela n'avait pas entamé la volonté de la France de soumettre les Touaregs aux États voisins de la colonisation française et qu'elle a soutenus et continue à soutenir jusqu'à nos jours. Il est temps que l'État français répare ses erreurs et commence, dans un premier temps, ne serait que par l'observation de la neutralité dans les conflits qui opposent les peuples aux États dans cette région d'Afrique et cesse de les soutenir systématiquement et sans faille. Surtout, dans l'immédiat, que la France s'abstienne d'apporter une assistance militaire à l'État malien.

Masin FERKAL

MNLA, AQMI ET ISLAMISME

L'amalgame entre Touaregs et terroristes islamistes installés dans le Sahel ne date pas d'aujourd'hui. Ce sont ceux-là mêmes qui les ont installés dans l'Azawad qui entretiennent cet amalgame. Depuis le déclenchement des hostilités entre le MNLA et l'armée malienne, une propagande visant à faire croire que le MNLA collabore avec l'Aqmi est menée notamment par les autorités malienennes mais aussi par les réseaux médiatiques algériens. Et certains médias occidentaux, notamment français, reprennent cette propagande. Pourtant le message du MNLA est clair et son combat qui vise à la libération du territoire de l'Azawad ne saurait être partagé par des porteurs d'idées rétrogrades qui veulent sombrer le pays amazigh dans l'obscurantisme.

Ci-dessous un extrait du communiqué du MNLA, rendu public le 27 janvier 2012, qui revient sur cette question d'Aqmi et de djihadisme.

Extrait du Communiqué de Presse du MNLA

[...]

Contrairement à la propagande diffamatoire de Bamako reprise par certaines dépêches de la presse internationale, Mouvement National de Libération de l'Azawad rappelle que le M.N.L.A est un mouvement révolutionnaire qui lutte pour le droit à l'autodétermination du peuple de l'Azawad ;

- Le MNLA rejette le terrorisme et l'extrémisme sous toute ses formes qu'ils proviennent d'un groupe ou d'un Etat ;
- Le MNLA n'est pas uniquement un mouvement touareg et encore moins "une rébellion Touarègue", mais un mouvement politique de l'ensemble du peuple de l'Azawad.

Le MNLA, dément catégoriquement les informations rapportées par certaines dépêches internationales qui ont fait état de la présence de djihadistes au sein de nos forces militaires.

A cet effet, le MNLA salue l'impartialité de M. Henri de Raincourt, ministre français de la coopération, qui a indiqué jeudi 26 janvier 2012 dans une allocution au sénat que "Al-Qaeda au Maghreb Islamique (Aqmi) n'est pas impliqué dans les combats qui opposent depuis la mi-janvier au Mali des rebelles Touaregs à l'armée malienne". "Il faut faire une différence entre les difficultés nées de la situation des Touaregs et des relations avec le pouvoir central et celles nées de la situation d'Aqmi. Ce n'est pas la même chose, d'ailleurs les deux ne collaborent pas ensemble, ne travaillent pas ensemble", a-t-il déclaré au Sénat. L'information est rapportée par l'AFP.

Il n'y a aucune implication des djihadistes ou d'aucun autre membre de groupuscules islamistes dans les opérations qui ont opposé le MNLA à l'armée malienne. Nous ne partageons, ni de loin ni de prêt, la philosophie et le combat d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui lui aussi, au même titre que l'armée d'occupation malienne, occupe illégalement notre territoire.

Le MNLA rappelle encore une fois qu'il reste ouvert au dialogue afin de trouver une issue pacifique au conflit politique qui l'oppose à l'Etat malien.

*Pour le bureau politique du MNLA
La commission chargée de la communication*

Mossa AG ATTAHER,
Chargé des relations avec les medias.

Paris, le 27 janvier 2012.

Alger sur les nerfs

Habituées à jouer les premiers rôles dans la médiation entre les Touaregs et les Etats du Mali ou du Niger lors des conflits armés que le pays touaregs a vécu depuis le début des années 1990, les autorités algériennes ont du mal à entrer en contact avec le MNLA ce qui met sous les nerfs les services algériens qui ne peuvent pas imaginer que les choses leur échappent dans ce conflit à la porte de leurs frontières.

En effet, les dirigeants du MNLA ont fait savoir leur rejet de voir les Algériens se mêler de leurs affaires et ne veulent surtout pas que l'Etat algérien joue les médiateurs. Le MNLA a donc décliné les diverses invitations d'Alger qui souhaite recevoir des représentants du MNLA pour discuter au sujet du conflit qui les oppose à l'Etat malien. Le MNLA ne semble pas faire confiance aux autorités algériennes. En effet, comment répondre aux invitations d'Alger alors que cet Etat viole des conventions internationales qu'il a pourtant signées ? Sinon comment expliquer le refus des Algériens d'accueillir des combattants touaregs blessés qui souhaitaient se faire soigner dans les hôpitaux algériens ?

Mais cela n'a pas empêché Alger de trouver des Touaregs qui ont accepté de se rendre à Alger et qui veulent faire croire qu'ils représentent le MNLA. Ce ne sont que des individus ayant l'habitude des hôtels algérois et des prises en charge du DRS. C'est la méthode qui a toujours été adoptée par Alger afin de manipuler les combattants touaregs et les amener à la table des négociations avec L'Etat avec lequel ils sont en conflit. Des négociations qui ont toujours été des pièges tendus aux Touaregs. La chose que les services algériens n'ont, peut-être, pas encore saisie c'est que cette fois-ci ceux qui mènent le combat dans l'Azawad sont issus d'une autre génération et ne comptent pas reproduire les pratiques anciennes qui ont, à chaque fois, fait échouer la lutte touarègue. Les combattants du MNLA sont décidés à se libérer du colonialisme malien et ce ne sont pas d'autres colonisateurs en Afrique du Nord, complices du régime malien, qui les piégeront ou qui viendront à bout de leur détermination de libérer leur pays et mettre fin à des décennies d'humiliation et de soumission. Et la République de l'Azawad sera le seul garant de la liberté qui nous tient tant à cœur.

Appel Urgent de l'Association des réfugiés et victimes de la répression de l'Azawad.

A l'attention de :

- Comité international de la Croix Rouge
 - Fédération internationale des croix rouges et croissants rouges,
 - Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés,
 - Toutes organisations humanitaires gouvernementales ou non gouvernementales,
 - Chancelleries,
 - Hommes et femmes humanistes...

Mesdames, Messieurs,

Les affrontements entre les combattants de l'AZAWAD et l'armée malienne ont conduit plusieurs milliers de personnes à fuir les localités où se déroulent les combats pour se réfugier dans les zones désertiques de l'AZAWAD et demander asile auprès des pays limitrophes.



A ce jour :

- 5000 personnes, exclusivement des femmes, des enfants et des personnes âgées ont franchi la frontière mauritanienne et sont enregistrées dans les localités de Fassala Néré, de Hassi Touil, Aghor et Tinwaguitein. Ces personnes parties dans l'urgence n'ont presque rien apporté avec elles. Elles viennent s'ajouter à 4500 réfugiés qui sont restés sur place après les évènements des années 90. Les localités de Bassikounou et de Nema accueillent au quotidien des familles arrivant isolées. Il en est ainsi de Nouakchott où d'autres familles sont en cours de route ;
 - 250 familles ont rejoint depuis l'extrême-est de l'AZAWAD les localités de Borj Moktar, de Tinzawatene et de Tamanrasset dans le sud algérien ;
 - Les localités frontalières du Burkina-Faso et aussi du Niger enregistrent des arrivées de plusieurs centaines de personnes parties depuis Ménaka, Adher n'bkar ;
 - 150 familles touarègues persécutées depuis le Sud du Mali ont rejoint le Burkina Faso, le Maroc et le Niger ;
 - dans les zones libérées par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad, une zone allant de Léré dans la région de Tombouctou vers l'Ouest en allant vers Ménaka, Aguel Hoc, Anderamboukane, Tessalit vers l'Est jusqu'à la frontière Nigérienne et du Burkina, plus de 400.000 personnes en grande partie composées de Sonrhaïs, de Touareg, de Peuhls et d'Arabes, sédentaires et nomades sont menacées par un drame humanitaire faute d'approvisionnement.

En effet, suite au conflit les sources d'approvisionnement qui venaient principalement du Sud ont été coupées. L'ARVRA tire la sonnette d'alarme pour éviter un drame humanitaire qui se profile.

L'ARVRA, encore une fois, se mobilise pour atténuer, faute de l'éviter, un drame en vous informant du caractère particulièrement urgent d'une action humanitaire en direction de populations réfugiées dans des zones intérieures dépourvues de tout ou arrivant dans des zones généralement pauvres, souvent enclavées dans une année de déficit pluviométrique avéré.

Paris, le 2 février 2012.

Le Porte-parole de l'ARVRA en Europe.

Mamatal AG DAHMANE

Contact : Tel : +33.760242979 / E-mail : mamata.ag.dahmane@gmail.com

Soutenez l'action de Tamazgha en faveur de l'Azawad

Tamazgha - 47, rue Bénard - 75014 Paris

E-mail : tamazgha.paris@gmail.com

<http://www.tamazgha.fr>